

Ville de Rigaud

Rapport financier

31 décembre 2024

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Rigaud | 71133 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Anne-Marie Déziel, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Rigaud pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 12 septembre 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	42
Analyse des charges	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Rigaud**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Ville de Rigaud** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Rigaud** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Rigaud** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO S.E.N.C.R.L.

BCGO S.E.N.C.R.L.

Vaudreuil-Dorion, le 12 septembre 2025

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A116447

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	13 298 231	13 420 680	12 989 040
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 616 558	1 604 806	1 612 132
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 965 798	1 471 258	2 832 023
Services rendus	5	475 147	562 092	532 440
Imposition de droits	6	1 527 610	1 252 950	1 356 640
Amendes et pénalités	7	15 000	87 010	35 968
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	318 000	561 122	684 973
Autres revenus	10	191 600	1 283 138	(373 592)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 407 944	20 243 056	19 669 624
Charges				
Administration générale	14	2 744 338	3 100 310	3 002 471
Sécurité publique	15	3 935 503	3 525 533	3 179 651
Transport	16	3 855 049	4 393 864	4 424 481
Hygiène du milieu	17	2 448 262	3 315 899	2 739 255
Santé et bien-être	18	47 075	47 074	43 479
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 075 378	1 178 984	916 655
Loisirs et culture	20	1 678 675	2 010 183	1 808 382
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	595 482	608 155	559 423
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	16 379 762	18 180 002	16 673 797
Excédent (déficit) lié aux activités	25	3 028 182	2 063 054	2 995 827
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		48 569 685	45 573 858
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		48 569 685	45 573 858
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		50 632 739	48 569 685

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 291 679	6 279 746
Débiteurs (note 5)	2	8 767 459	8 768 027
Prêts (note 6)	3	1 534 640	1 679 723
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	16 593 778	16 727 496
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 233 193	2 847 297
Revenus reportés (note 11)	12	526 821	402 602
Dette à long terme (note 12)	13	14 453 892	14 994 244
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	57 737	55 516
	16	17 271 643	18 299 659
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(677 865)	(1 572 163)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	48 575 719	47 384 419
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 502 674	2 502 674
Stocks de fournitures	20	71 341	53 731
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	160 870	201 024
	23	51 310 604	50 141 848
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	50 632 739	48 569 685
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	50 632 739	48 569 685
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	50 632 739	48 569 685

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 028 182	2 063 054	2 995 827
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	280 400)(	3 352 136)(	4 191 047)
Produit de cession	3		8 366	
Amortissement	4		2 158 397	2 103 191
(Gain) perte sur cession	5		(5 927)	487 868
Réduction de valeur / Reclassement	6			960 610
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(280 400)	(1 191 300)	(639 378)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(960 610)
Variation des stocks de fournitures	10		(17 610)	21 695
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		40 154	(68 808)
	13		22 544	(1 007 723)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	2 747 782	894 298	1 348 726
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 572 163)	(2 920 889)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(1 572 163)	(2 920 889)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(677 865)	(1 572 163)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 063 054	2 995 827
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 158 397	2 103 191
Autres			
▪ Perte (Gain) sur dispo. d'immo	3.1	(5 927)	487 868
▪ Reclassement propriétés	3.2		960 610
	4	4 215 524	6 547 496
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	568	(1 204 920)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(611 883)	(533 630)
Revenus reportés	8	124 219	12 897
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		(960 610)
Stocks de fournitures	11	(17 610)	21 695
Autres actifs non financiers	12	40 154	(68 808)
	13	3 750 972	3 814 120
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	3 352 136) (	4 191 047)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	8 366	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 () ()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(3 343 770)	(4 191 047)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 () ()
Remboursement ou cession	20	145 083	232 677
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 () ()
Cession	22		
	23	145 083	232 677
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	4 059 103	3 024 184
Remboursement de la dette à long terme	25 (	4 586 167) (	2 433 064)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(13 288)	3 977
Autres			
▪	28.1		
	29	(540 352)	595 097
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	11 933	450 847
Solde déjà établi	31	6 279 746	5 828 899
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	6 279 746	5 828 899
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 291 679	6 279 746

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rigaud est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec. Elle est dirigée par un conseil et est responsable des activités municipales à caractère local.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La ville ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	8, 10, 20 et 25 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 8 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations
- pour le passif constaté: sur la durée de vie restante des actifs correspondants.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation et des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

La ville évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitre SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 291 679	6 279 746
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	6 291 679	6 279 746
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	6 291 679	6 279 746
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	5 281 012	4 933 276
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	3 296 000	1 269 000

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 193 974	1 346 733
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 887 083	3 966 970
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 205 070	2 344 421
Organismes municipaux	13	671 286	543 401
Autres			
▪ Divers	14.1	220 393	272 249
▪ Mutations à recevoir	14.2	589 653	294 253
	15	8 767 459	8 768 027
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 119 779	1 181 127
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 119 779	1 181 127
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 958 309	2 993 681
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	52 765	12 601
Ministère de la Culture et des Communications	25	48 017	62 476
Autres ministères/organismes	26	827 992	898 212
	27	3 887 083	3 966 970

Note

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt au taux de 3.47 % et viennent à échéance en 2038.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prog. inst. fosses septiques	30.1	1 409 640	1 554 723
▪ Fiducie de préservation	30.2	125 000	125 000
	31	1 534 640	1 679 723
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville a négocié des marges de crédit pour un montant autorisé de 9 400 000 \$ (2023: 9 400 000 \$). Ces marges de crédit portent intérêts au taux de base. Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé de ces marges est de 9 400 000 \$ (2023: 9 400 000 \$).

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 342 129	1 828 502
Salaires et avantages sociaux	44	410 477	314 086
Dépôts et retenues de garantie	45	298 767	526 711
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	7 228	33 782
▪ Intérêts courus	47.2	174 592	144 216
	48	2 233 193	2 847 297

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	8 147	
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	506 174	390 102
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Carrières et sablières	62.1		
▪ MMQ Loisirs	62.2	12 500	12 500
	63	526 821	402 602

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externes s'élèvent à 506 174 \$ (2023 – 390 102 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,39	5,10	2025	2054	64	13 740 300	14 917 806
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	1,99	5,69	2028	2029	68	751 351	47 572
Autres	2,50	2,50	2025	2025	69	53 333	106 670
					70	14 544 984	15 072 048
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(91 092)	(77 804)
					72	14 453 892	14 994 244

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		1 127 700	184 836	53 333	1 365 869
2026	74		1 047 600	184 836		1 232 436
2027	75		1 068 400	184 836		1 253 236
2028	76		1 111 700	176 785		1 288 485
2029	77		958 900	112 435		1 071 335
2030 et plus	78		8 426 000			8 426 000
	79		13 740 300	843 728	53 333	14 637 361
Intérêts et frais accessoires	80		(	92 377)	(	92 377)
	81		13 740 300	751 351	53 333	14 544 984

Note

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	237 457
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	18 981
	90	256 438
		168 747
		20 689
		189 436

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	57 737	55 516
Autres			
▪	93.1		
	94	57 737	55 516
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	55 516	53 381
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	2 221	2 135
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	57 737	55 516

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent les terrains.

Principales hypothèses utilisées

Le désamiantage des bâtiments dont l'échéancier des travaux est inconnu représente 100 % du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4,00%
Période d'actualisation*	De 16 ans à 25 ans
Taux d'inflation	3,00%

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 63 522 \$ (63 522 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	15 971 463	159 453	1 310 904	14 820 012
Eaux usées	102	13 082 369	185 053	847 922	12 419 500
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	16 198 927	269 356	3 354 320	13 113 963
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	3 532 932	136 043	782 480	2 886 495
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	16 744 331			16 744 331
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	4 766 917	832 500	206 413	5 393 004
Ameublement et équipement de bureau	109	607 463	6 274	303 606	310 131
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 649 511	347 018	1 346 373	1 650 156
Terrains	111	4 759 635			4 759 635
Autres	112				
	113	78 313 548	1 935 697	8 152 018	72 097 227
Immobilisations en cours	114	2 851 468	1 416 439		4 267 907
	115	81 165 016	3 352 136	8 152 018	76 365 134
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	8 736 844	366 514	1 310 904	7 792 454
Eaux usées	117	6 513 700	312 979	847 922	5 978 757
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	8 046 219	495 329	3 354 320	5 187 228
Autres					
▪ Autres infrastructures	119.1	2 290 015	155 082	780 041	1 665 056
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	3 640 434	421 856		4 062 290
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 154 951	235 449	206 413	2 183 987
Ameublement et équipement de bureau	124	431 901	40 872	303 606	169 167
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 966 533	130 316	1 346 373	750 476
Autres	126				
	127	33 780 597	2 158 397	8 149 579	27 789 415
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	47 384 419			48 575 719
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	55 484	763 103		818 587
Amortissement cumulé	130	()	(11 097)	()	(11 097)
Valeur comptable nette	131	55 484			807 490

Note

Au cours de l'exercice, l'administration municipale a reçu, sous forme d'apports, des terrains et infrastructures servant d'assises de rues pour un montant de 569 268 \$ (2023: 0 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	2 463 092	2 463 092
Autres	134	39 582	39 582
	135	2 502 674	2 502 674
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste			
« Propriétés destinées à la revente »	137	2 502 674	2 502 674

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	160 870	201 024
Autres			
▪	144.1		
	145	160 870	201 024

Note**19. Obligations contractuelles****Contrats**

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de déneigement et d'entretien des rues, la ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 2 396 046 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2025	2026
1 406 982 \$	989 064 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 237 132 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. La Ville doit également investir 122 159 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucun revenu n'a été comptabilisé et un solde de 237 132 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Des subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisant 627 293 \$ seront reçues. Les versements à recevoir au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2025	76 613 \$
2026	71 988 \$
2027	67 194 \$
2028	62 226 \$
2029 et suivantes	349 272 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪ Maison des Jeunes de Rigaud	146.1	49 500	49 500
	147	49 500	49 500
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150	49 500	49 500

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 3 750 445 \$ ont été entreprises contre la ville. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause.

Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Advenant un accueil favorable de ces réclamations, la charge en résultant serait imputée à l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la ville est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	6 518 416 \$	6 136 760 \$
En souffrance :		
moins de 30 jours	- \$	135 284 \$
de 30 à 60 jours	3 162 \$	10 925 \$
plus de 60 jours	197 949 \$	200 780 \$
	6 719 527 \$	6 914 616 \$
Moins la provision pour créances douteuses	- \$	- \$
	6 719 527 \$	6 914 616 \$

La ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

La ville est d'avis qu'aucune provision pour moins-value n'est nécessaire au 31 décembre 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	—	—	—	—	—
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 895 540 \$	—	—	—	1 895 540 \$
Intérêts courus à payer	174 592 \$	—	—	—	174 592 \$
Dettes	1 331 448 \$	3 718 350 \$	2 023 186 \$	7 472 000 \$	14 544 984 \$
	3 401 580 \$	3 718 350 \$	2 023 186 \$	7 472 000 \$	16 615 116 \$

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	—	—	—	—	—
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 654 765 \$	—	—	—	2 654 765 \$
Intérêts courus à payer	144 216 \$	—	—	—	144 216 \$
Dettes	1 229 930 \$	3 398 127 \$	2 099 085 \$	8 344 906 \$	15 072 048 \$
	4 028 911 \$	3 398 127 \$	2 099 085 \$	8 344 906 \$	17 871 029 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La ville est exposé à ces risques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la ville a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			6 249 775 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie			6 249 775 \$
Prêts			
	1 489 417 \$	—	1 489 417 \$
Subventions	2 138 325 \$	—	2 138 325 \$
Passifs financiers			
Emprunts	—	—	—
Dettes	14 544 984 \$	—	14 544 984 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers	–	6 265 582 \$	6 265 582 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts	1 630 598 \$	–	1 630 598 \$
Subventions	1 947 765 \$	–	1 947 765 \$
Passifs financiers			
Emprunts	–	–	–
Dettes	15 072 048 \$	–	15 072 048 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 46 675 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (52 281 \$ en 2023).

26. Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées ou reclassées.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	13 298 231	13 420 680		13 420 680	12 989 040
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 616 558	1 604 806		1 604 806	1 612 132
Quotes-parts	3					
Transferts	4	784 290	849 847		849 847	460 437
Services rendus	5	475 147	562 092		562 092	532 440
Imposition de droits	6	1 527 610	1 252 950		1 252 950	1 356 640
Amendes et pénalités	7	15 000	87 010		87 010	35 968
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	318 000	561 122		561 122	684 973
Autres revenus	10	20 000	434 471		434 471	(448 400)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	18 054 836	18 772 978		18 772 978	17 223 230
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 181 508	621 411		621 411	2 371 586
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		569 268		569 268	
Autres	18	171 600	279 399		279 399	74 808
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 353 108	1 470 078		1 470 078	2 446 394
	22	19 407 944	20 243 056		20 243 056	19 669 624
Charges						
Administration générale	23	2 744 338	2 905 943	194 367	3 100 310	3 002 471
Sécurité publique	24	3 935 503	3 251 286	274 247	3 525 533	3 179 651
Transport	25	3 855 049	3 659 453	734 411	4 393 864	4 424 481
Hygiène du milieu	26	2 448 262	2 615 241	700 658	3 315 899	2 739 255
Santé et bien-être	27	47 075	47 074		47 074	43 479
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 075 378	1 173 743	5 241	1 178 984	916 655
Loisirs et culture	29	1 678 675	1 760 710	249 473	2 010 183	1 808 382
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	595 482	608 155		608 155	559 423
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		2 158 397	2 158 397		
	34	16 379 762	18 180 002		18 180 002	16 673 797
Excédent (déficit) lié aux activités	35	3 028 182	2 063 054		2 063 054	2 995 827

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 028 182	2 063 054	2 995 827
Moins : revenus d'investissement	2 (	1 353 108)(	1 470 078)(	2 446 394)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 675 074	592 976	549 433
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		2 158 397	2 103 191
Produit de cession	5		8 366	
(Gain) perte sur cession	6		(5 927)	487 868
Réduction de valeur / Reclassement	7			960 610
	8		2 160 836	3 551 669
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		165 100	
Réduction de valeur / Reclassement	10			(960 610)
	11		165 100	(960 610)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		145 083	232 677
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14			
	15		145 083	232 677
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 235 830)(	1 228 819)(	1 104 774)
	18	(1 235 830)	(1 228 819)	(1 104 774)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	280 400)(	338 994)(	156 383)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	131 410	131 410	
Excédent de fonctionnement affecté	21		113 180	94 810
Réserves financières et fonds réservés	22	(290 254)	(307 754)	(362 762)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(2 823)	50 559
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(439 244)	(404 981)	(373 776)
	26	(1 675 074)	837 219	1 345 186
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		1 430 195	1 894 619

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 470 078	2 446 394
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	6 274)(	74 119)
Sécurité publique	3 (	178 353)(	854 876)
Transport	4 (	1 367 255)(	1 656 908)
Hygiène du milieu	5 (	358 640)(	1 424 317)
Santé et bien-être	6 ()()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()()
Loisirs et culture	8 (	1 441 614)(	180 827)
Réseau d'électricité	9 ()()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()()
	11 (	3 352 136)(	4 191 047)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	165 100)()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ()()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	763 103	1 755 184
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	338 994	156 383
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	698 392	32 231
Excédent de fonctionnement affecté	17	251 874	505 291
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	1 289 260	693 905
	20	(1 464 873)	(1 741 958)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	5 205	704 436

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	5 201 352	5 346 057	5 152 969
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 247 205	1 221 673	1 055 778
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	48 705	57 412	64 614
Autres biens et services	8	7 881 120	7 321 774	6 445 058
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	547 997	590 702	508 796
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	40 985	7 798	43 042
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	6 500	9 655	7 585
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 008 453	994 278	928 324
Transferts	15			
Autres	16	247 966	247 966	231 744
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	49 652	43 981	41 401
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		2 158 397	2 103 191
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Mauvaises créances	21.1	192	(62 391)	4 420
▪ Subventions individus et organismes	21.2	69 635	65 742	67 460
▪ Coût des propriétés vendues	21.3		165 100	
▪ Réclamations dommages et intérêts	21.4	30 000	11 858	19 415
	22	16 379 762	18 180 002	16 673 797

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 781 889	7 461 013
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 575 071	2 660 608
Réserves financières et fonds réservés	3	1 894 739	1 586 985
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	47 736)(	50 559)
Financement des investissements en cours	5	(709 926)	(715 131)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	39 138 702	37 626 769
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	50 632 739	48 569 685
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 781 889	7 461 013
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	7 781 889	7 461 013
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Dépenses diverses/Remb. DTL	12.1	1 134 216	1 402 312
▪ Aménagements horticoles/Arbres	12.2	60 859	60 859
▪ Alloc départ/Mise valeur/Élect	12.3	33 861	32 599
▪ Incendie	12.4	407 591	344 787
▪ Égout	12.5	451 773	472 831
▪ Aqueduc	12.6	305 557	347 220
▪ Budget suivant	12.7	181 214	
	13	2 575 071	2 660 608
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	2 575 071	2 660 608

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	1 622 877	1 332 623
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	184 362	184 362
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	87 500	70 000
Autres			
▪	30.1		
	31	1 894 739	1 586 985
	32	1 894 739	1 586 985

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	47 736)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 (	47 736)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	47 736)(
		50 559)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	284 384	283 081
Investissements à financer	65 (	994 310)(	998 212)
	66	(709 926)	(715 131)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	48 575 719	47 384 419
Propriétés destinées à la revente	68	2 502 674	2 502 674
Prêts	69	1 534 640	1 679 723
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	52 613 033	51 566 816
Ajustements aux éléments d'actif	73	(49 126)	(49 126)
	74	52 563 907	51 517 690
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	14 453 892)(	14 994 244)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	91 092)(	77 804)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	1 119 779	1 181 127
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	13 425 205)(	13 890 921)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()()
	82 (	13 425 205)(	13 890 921)
	83	39 138 702	37 626 769

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 ()	()
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite

53

Autres avantages sociaux futurs

54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Rigaud est un régime de retraite à cotisations déterminées. La charge est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 5.5%, 7%, 8% et 9% du salaire versé à l'employé.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	237 457	168 747
	110	237 457	168 747

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	5	5

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 708	4 974
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	15 000	16 763
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	3 981	3 926
	121	18 981	20 689

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 441 620	9 716 745	9 504 176
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 309 333	1 347 756	1 189 489
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	70 805	61 298	92 272
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	10 821 758	11 125 799	10 785 937
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	401 843	405 180	366 778
Égout	13	338 231	374 295	376 012
Traitement des eaux usées	14	368 809	328 469	334 086
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Matières résiduelles	16.1	937 430	944 759	888 920
▪ Cours d'eau	16.2	55 000		
Centres d'urgence 9-1-1	17	38 600	46 260	41 245
Service de la dette	18	336 560	195 918	196 062
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 476 473	2 294 881	2 203 103
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 476 473	2 294 881	2 203 103
	27	13 298 231	13 420 680	12 989 040

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	30	30	30
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	81 927	81 960	84 481
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	366 280	353 543	364 558
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	448 237	435 533	449 069
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 148 786	1 148 783	1 138 400
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 148 786	1 148 783	1 138 400
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	19 535	20 490	24 663
	45	19 535	20 490	24 663
	46	1 616 558	1 604 806	1 612 132

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	40 985	7 798	51 614
Sécurité civile	51			6 718
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	92 500	47 024	(8 879)
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		21 466	(3 738)
Réseau de distribution de l'eau potable	64	13 537	5 730	14 778
Traitement des eaux usées	65		1 026	
Réseaux d'égout	66	13 538	111 609	14 778
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	85 000	68 546	214 395
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71	80 000	90 542	
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	9 000	12 434	16 189
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	26 359	28 999	25 874
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	360 919	395 174	331 729

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94			966 268
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			812 940
Traitement des eaux usées	106	150 000	61 159	
Réseaux d'égout	107	10 000		592 378
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	1 021 508	560 252	
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	1 181 508	621 411	2 371 586

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	423 371	423 371	128 708
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		31 302	
	139	423 371	454 673	128 708
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 965 798	1 471 258	2 832 023

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143		252	252
	144		252	252
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	238 817	289 080	226 004
Sécurité civile	148			18 471
Autres	149			
	150	238 817	289 080	244 475
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	1 500	1 283	1 202
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	1 500	1 283	1 202
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	13 805	13 843	13 771
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164	5 000	11 186	19 114
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	18 805	25 029	32 885

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179		86	
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182		86	
Réseau d'électricité				
	183			
	184	259 122	315 730	278 814

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	9 845	20 604	12 996
	188	9 845	20 604	12 996
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	3 000	8 634	6 282
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	3 000	8 634	6 282
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	4 400	3 399	3 236
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	4 400	3 399	3 236
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207	2 500		3 711
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	2 500	1 063	3 803
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	5 000	1 063	7 514

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	16 000	10 300	12 900
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	16 000	10 300	12 900
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	174 150	196 566	206 691
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	3 630	5 796	4 007
Autres	227			
	228	177 780	202 362	210 698
Réseau d'électricité				
	229			
	230	216 025	246 362	253 626
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	475 147	562 092	532 440

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	27 610	26 242	24 151
Droits de mutation immobilière	233	1 500 000	1 226 708	1 332 489
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	1 527 610	1 252 950	1 356 640
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	15 000	87 010	35 968
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	318 000	561 122	684 973
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		5 927	(487 868)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		410 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		569 268	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	191 600	297 943	114 276
	250	191 600	1 283 138	(373 592)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Budget 2024	Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	278 940	276 553		276 553	257 613
Greffé et application de la loi	2	495 838	548 841		548 841	456 914
Gestion financière et administrative	3	1 565 767	1 736 081	194 367	1 930 448	1 919 111
Évaluation	4	232 608	234 546		234 546	194 706
Gestion du personnel	5	71 970	74 115		74 115	76 457
Autres						
▪ Conciergerie et mauv. créances	6.1	99 215	35 807		35 807	97 670
	7	2 744 338	2 905 943	194 367	3 100 310	3 002 471
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	1 856 430	1 285 016		1 285 016	940 652
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	1 993 879	1 901 088	274 247	2 175 335	2 078 651
Sécurité civile	11	61 875	44 947		44 947	146 068
Autres	12	23 319	20 235		20 235	14 280
	13	3 935 503	3 251 286	274 247	3 525 533	3 179 651
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 927 431	2 043 238	734 411	2 777 649	2 724 412
Enlèvement de la neige	15	1 500 000	1 194 111		1 194 111	1 308 499
Éclairage des rues	16	42 000	35 239		35 239	45 914
Circulation et stationnement	17	98 000	99 247		99 247	76 855
Transport collectif						
Transport en commun	18	287 618	287 618		287 618	268 801
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 855 049	3 659 453	734 411	4 393 864	4 424 481

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	12 000	8 583	148 802	157 385	158 168
Réseau de distribution de l'eau potable	24	401 734	449 000	228 011	677 011	643 366
Traitement des eaux usées	25	368 809	397 042	114 642	511 684	461 881
Réseaux d'égout	26	338 232	364 878	195 232	560 110	469 729
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	222 000	299 575		299 575	231 053
Élimination	28	161 000	169 650		169 650	161 154
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	311 004	308 114		308 114	310 883
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	495 995	531 896	10 538	542 434	235 055
Traitement	32					
Matériaux secs	33	22 800	25 577		25 577	20 201
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	70 982	28 390	3 433	31 823	10 446
Protection de l'environnement	38	15 500	4 330		4 330	7 892
Autres	39	28 206	28 206		28 206	29 427
	40	2 448 262	2 615 241	700 658	3 315 899	2 739 255
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	47 075	47 074		47 074	43 479
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	47 075	47 074		47 074	43 479

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	709 638	660 901	5 241	666 142	602 632
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	101 022	100 853		100 853	89 790
Tourisme	50	67 311	65 765		65 765	80 923
Autres	51	179 527	163 244		163 244	131 130
Autres	52	17 880	182 980		182 980	12 180
	53	1 075 378	1 173 743	5 241	1 178 984	916 655
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	70 225	78 788	41 111	119 899	105 982
Patinoires intérieures et extérieures	55	19 032	16 296		16 296	15 417
Piscines, plages et ports de plaisance	56	64 911	52 027	3 353	55 380	57 296
Parcs et terrains de jeux	57	745 772	753 088	145 224	898 312	838 283
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	70 000	71 709		71 709	62 360
Autres	60	386 752	450 249	604	450 853	383 487
	61	1 356 692	1 422 157	190 292	1 612 449	1 462 825
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	301 444	318 015	59 181	377 196	327 212
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	20 539	20 538		20 538	18 345
	67	321 983	338 553	59 181	397 734	345 557
	68	1 678 675	1 760 710	249 473	2 010 183	1 808 382

ANALYSE DES CHARGES (suite)						
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024						
Non audité		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	522 482	555 097		555 097	517 106
Autres frais	71	66 500	43 403		43 403	34 732
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	6 500	9 655		9 655	7 585
	74	595 482	608 155		608 155	559 423
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	76		2 158 397 (	2 158 397)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	127 923	796 453
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	135 973	627 864
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	467 299	1 631 346
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	21 600	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	398 976	74 808
Autres infrastructures	11	759 861	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		38 941
Édifices communautaires et récréatifs	14	307 140	93 181
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	832 500	836 588
Ameublement et équipement de bureau	18	6 274	59 679
Machinerie, outillage et équipement divers	19	294 590	32 187
Terrains	20		
Autres	21		
	22	3 352 136	4 191 047

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		796 453
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		627 864
Autres infrastructures	5	1 396 744	1 706 154
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	127 923	
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	135 973	
Autres infrastructures	10	250 992	
Autres immobilisations corporelles	11	1 440 504	1 060 576
	12	3 352 136	4 191 047

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 298 099		161 195	1 136 904
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	11 058 416	763 103	913 818	10 907 701
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	12 356 515	763 103	1 075 013	12 044 605
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 181 127		61 348	1 119 779
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 181 127		61 348	1 119 779
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	14				
	15	1 181 127		61 348	1 119 779
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	1 534 406		153 806	1 380 600
Autres	17				
	18	2 715 533		215 154	2 500 379
	19	15 072 048	763 103	1 290 167	14 544 984
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	15 072 048	763 103	1 290 167	14 544 984

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	14 544 984
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	994 310
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 119 779
Autres montants	9	1 380 600
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	210 803
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	12 828 112
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	12 828 112
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	171 525
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	12 999 637
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 999 637
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			501
Évaluation	2	230 608	230 603	192 554
Autres	3	69 669	69 669	66 708
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	10 576	10 575	6 474
Sécurité civile	6			
Autres	7	15 819	15 819	9 657
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	341 499	341 499	353 493
Cours d'eau	13	15 982	1 815	8 378
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	28 206	28 206	29 427
Santé et bien-être				
Habitation	16	47 075	47 074	43 479
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	113 512	113 511	101 034
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	97 088	97 089	86 094
Autres	21	17 880	17 880	12 180
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	20 539	20 538	18 345
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 008 453	994 278	928 324

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 352 136	4 191 047
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 352 136	4 191 047

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,32	35,00	9 688,00	648 716	160 986	809 702
Professionnels	2	12,30	35,00	22 392,00	1 080 446	251 650	1 332 096
Cols blancs	3	22,19	35,00	40 387,00	1 260 766	327 190	1 587 956
Cols bleus	4	23,80	40,00	49 501,00	1 385 989	339 046	1 725 035
Policiers	5						
Pompiers	6	10,69	40,00	22 236,00	781 519	110 939	892 458
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	74,30		144 204,00	5 157 436	1 189 811	6 347 247
Élus	9	7,00			188 621	31 862	220 483
	10	81,30			5 346 057	1 221 673	6 567 730

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	21 466				21 466
Réseau de distribution de l'eau potable	3	5 730				5 730
Traitement des eaux usées	4	1 026	18 688	42 471		62 185
Réseaux d'égout	5	111 609				111 609
Autres	6	699 062	130 212	440 994		1 270 268
	7	838 893	148 900	483 465		1 471 258

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	332 195	315 378
	4	332 195	315 378
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	59 805	64 780
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	59 805	64 780
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	79 203	61 440
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	79 203	61 440
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	27 353	25 765
Réseau de distribution de l'eau potable	18		521
Traitement des eaux usées	19	46 036	33 567
Réseaux d'égout	20	16 977	19 484
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	90 366	79 337
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	20 206	17 626
Autres	36		
	37	20 206	17 626
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	985	1 416
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	25 395	19 446
Autres	40		
	41	26 380	20 862
Réseau d'électricité			
	42		
	43	608 155	559 423

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Marie-Claude Frigault	1.1	Maire	38 274	19 137	16 395	357
Yves Pelletier	1.2	Conseiller	14 901	7 450		
Archie Martin	1.3	Conseiller	14 901	7 450		
Charles Meunier	1.4	Conseiller	14 901	7 450		
Marc Noël	1.5	Conseiller	14 901	7 450		
Kevin Ménard	1.6	Conseiller	14 901	7 450		
Alain Lapointe	1.7	Conseiller	14 901	7 450		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 230 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3^e paragraphe du 2^e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

44 ☒ ☐
 45 205 167 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

46 ☒ ☐
 47 314 929 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

48 ☐ ☒
 49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

50 ☐ ☒
 51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

52 ☐ ☒

53 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC Val-de-Saint-Laurent

54 ☒ ☐

55 ☒ ☐

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

56 ☐ ☒

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

58 ☐ ☒

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

60 ☐ ☒

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

63 ☐ ☒

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

65 ☐ ☒

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

66 ☐ ☐

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024

67 _____ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024

68 _____ \$

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

69 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

70 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

71 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

72 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

73 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

74 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

75 _____ \$

Systèmes de drainage

76 _____ \$

Abords de routes

77 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

78 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

79 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

80 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

81 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____ 2019-12-143

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____ 2019-12-09

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____ 2

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 525

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____ 79

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2025

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	10 060 950
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	1 516 288
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	58 352
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	11 635 590

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	398 186
Égout	13	523 352
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	859 742
Autres		
▪ Cours d'eau	16.1	1
Centres d'urgence 9-1-1	17	40 000
Service de la dette	18	325 946
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 147 227
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 147 227
	27	13 782 817

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	30
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	81 927
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	366 280
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	448 237

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	1 140 387
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	1 140 387

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	25 445
	18	25 445
	19	1 614 069

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	/100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 818 728 641 x	0,4658/100 \$	8 471 638				
Sous-catégories résidentielles	3	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	4	160 845 288 x	0,9881/100 \$	1 589 312				
Immeubles industriels	5	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 \$					
Autres	7	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	8	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	9	x	/100 \$					
Total	10			10 060 950	() ()			10 060 950
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	1 979 573 929 x	0,0768/100 \$	1 516 288				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle (résidentielles et autres)	12	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	13	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	x	/100 \$					
Immeubles industriels	15	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	x	/100 \$					
Autres	17	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	18	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	19	x	/100 \$					
Total	20			1 516 288	() ()			1 516 288

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
(résidentielles et autres)	22	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle ou sous-catégorie résiduelle								
(résidentielles et autres)	32	x	/100 \$					
Sous-catégories résidentielles	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	210,11 \$
Égout	2	200,01 \$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	94,22 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Aqueduc réseau unifié - phase 1	6.1 110,6000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc réseau unifié phase 1	6.2 0,3495	7 - autres (préciser)	du mètre cube
Aqueduc réseau unifié phase 2	6.3 55,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc réseau unifié phase 2	6.4 0,1622	7 - autres (préciser)	du mètre cube
Aqueduc réseau unifié 244-2008	6.5 0,0008	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Égout séparatif - Saint-Viateur 294-2011	6.6 0,0077	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Réseau d'égout Poudrière	6.7 866,7000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Réseau d'égout Hudson Club	6.8 387,5000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Égout Rigaud - Compteur	6.9 0,9000	7 - autres (préciser)	du mètre cube
Entretien fosse septique - permanent	6.10 26,4600	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Entretien fosse septique - chalet	6.11 26,4600	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Entretien fosse septique - UV	6.12 254,1800	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Réseau aqueduc Gauthier	6.13 329,5100	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc réseau unifié - compteur	6.14 0,8700	7 - autres (préciser)	du mètre cube
Enlèvement ordures - 360 L	6.15 123,2000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Enlèvement matières recyclables	6.16 76,2000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Enlèvement matières organiques	6.17 73,1700	4 - tarif fixe (compensation)	par unité

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	1 712 841				
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5					
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	1 712 841				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1		9 864 397			11 577 238
De secteur	2		58 352			58 352
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		325 946			325 946
Autres	5		1 781 281			1 781 281
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8		12 029 976			13 742 817

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

1 ☒ ☐2 ☐ ☒

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles résidentiels dans la catégorie résiduelle en vertu des articles 244.64.8.1 à 244.64.8.10 LFM

3 ☐ ☒

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

c) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

4 ☐ ☒

- Pour chaque sous-catégorie, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

d) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et/ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

5 ☐ ☒

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

e) Division du territoire en secteurs aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale en vertu des articles 244.64.10 à 244.65.26 LFM

6 ☐ ☒

- Pour chaque secteur, décrire son assiette d'application imposable et son taux adopté.

f) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels
- Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2025 :
- Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2025 :

7 ☐ ☒8 ☐ ☒9 ☐ ☒

10 _____ \$

11 _____ \$

g) Octroi d'un dégrèvement ou application d'une majoration en vertu des articles 253.36 à 253.53 LFM

12 ☐ ☒

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2025

- h) Imposition d'une taxe supplémentaire sur les terrains vagues non desservis dans tout périmètre d'urbanisation en vertu des articles 244.65 à 244.67 LFM

13 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total prévu en 2025

14 _____ \$

- Pour chaque taxe imposée, décrire son assiette d'application et son taux adopté.

2. Données requises aux fins du calcul du taux global de taxation

Taux unique ou taux sectoriel uniformisé

Taxe foncière générale

15 _____

Taxes spéciales

Service de la dette

16 _____ 0,0768

Activités de fonctionnement

17 _____

Activités d'investissement

18 _____

Taux de la catégorie/sous-catégorie résiduelle ou taux de base uniformisé

Taxe foncière générale

19 _____ 0,4658

Taxes spéciales

Service de la dette

20 _____

Activités de fonctionnement

21 _____

Activités d'investissement

22 _____

3. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

23 ☐ ☒

4. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2025 :

a) une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM

24 ☐ ☒

b) une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM

25 ☐ ☒

- Si oui, pour chaque taxe imposée, décrire sa catégorie, son assiette d'application et son taux adopté.

5. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2025 pour des exploitations agricoles enregistrées?

26 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant.

27 _____ 575 422 \$

6. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

28 _____ \$

7. Date d'adoption du budget par le conseil

29 _____ 2024-12-18

8. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)

30 _____ 16 667 271 \$

9. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget

31 _____ 1 322 780 \$

10. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget

32 _____ 553 150 \$

11. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget

33 _____ \$